

Le budget des dépenses

Des voix: Bravo!

M. Howard McCurdy (Windsor—Lac Sainte-Claire): Monsieur le Président, on a beaucoup parlé de la fuite du budget, mais le pire, c'est bien l'attaque délibérée qui est dirigée contre les plus faibles. Le gouvernement prétend soutenir une économie en perte de vitesse. Pour des millions de Canadiens moyens, il est tout simplement mesquin.

Nous nous interrogeons encore ce matin sur l'infraction aux règles de sécurité sur laquelle enquête la Gendarmerie royale du Canada quand nous avons appris que le budget prévoit des compressions dans la GRC elle-même. Le gouvernement prétend s'en prendre au déficit. Mais il le fait au détriment des simples citoyens. Il s'en prend à la famille, aux régions, à l'éducation, et exploite les travailleurs pour combler le déficit.

Jamais l'insensibilité du gouvernement n'aura été si bien démontrée que par la déclaration qu'a faite ce matin le député de l'Île-du-Prince-Édouard, déclaration que j'ai trouvée à la fois dramatique, convaincante et véridique. On va détruire l'économie d'une nation dans le but de réduire le déficit. Si ma mémoire est fidèle, cette année on diminuera de 500 000 dollars les dépenses au chapitre de la défense, éliminant du même coup de nombreux emplois au Canada. Je ne sais pas pourquoi le gouvernement n'a pas envisagé une solution très simple, soit de rappeler les troupes postées en Europe, ce qui nous ferait épargner 1 milliard de dollars par an tout en prouvant notre engagement à respecter le nouveau principe de sécurité internationale.

On ne cherche pas des moyens de réduire le déficit, mais plutôt des moyens de fortifier les plus forts au détriment des plus faibles. Le message du budget est clair. Regardez ce qu'ils ont fait. L'universalité est remise en question, cela ne fait aucun doute. Avec ce budget, le gouvernement s'attaque au point faible dans la cuirasse de l'universalité. L'équité régionale est elle aussi menacée. Dans la Fonction publique et ailleurs, l'engagement du gouvernement à garantir l'égalité des sexes, des ethnies et de tous les citoyens du Canada ne sera pas respecté de façon à protéger les intérêts des riches pingres de chez-nous.

• (1240)

Les allocations familiales et la sécurité de la vieillesse ne seront pas accordés à tous. Nos régimes de services de santé et d'enseignement postsecondaire, auxquels nous attachons un si grand prix, sont menacés. Le gouvernement prétend poursuivre une croissance économique fondée sur de nouvelles connaissances en sciences et en technologie, et il en fait à peine mention dans les documents budgétaires. Tout ce que nous y découvrons, c'est que, dans une grande mesure, l'engagement de 1,3 milliard de dollars restera, comme par le passé, restera lettre morte. Où est l'appel à la compétitivité que nous étions censés y retrouver?

La suppression de l'aide à l'agriculture est prévue. Le service ferroviaire voyageur régressera en raison d'une diminution dans les subventions accordées à VIA Rail. Nous pouvons donc nous interroger sur ce qu'est le développement durable, qui devait être le point de mire du budget. On souhaite une croissance économique durable, non un développement durable. Les coupes dans les subventions de VIA Rail illustrent bien le genre d'engagement à l'égard d'un système de transport efficace sur le plan énergétique. Ce mode de transport est nécessaire, mais le gouvernement le sacrifie.

Dans l'optique d'un développement durable, nous trouvons dans les prévisions un autre message très révélateur. Il s'agit de la réduction du montant affecté à la lutte contre les pluies acides. Il n'en est plus question dans le budget.

Le budget ne tient pas compte non plus du fait que l'accroissement du déficit peut être largement attribué aux taux d'intérêt. Le gouvernement a déclaré qu'il allait réduire le budget d'environ 7 milliards de dollars. La quasi-totalité de son accroissement s'explique par le taux d'intérêt. Il ne faut pas essayer de résoudre le problème en s'en prenant aux pauvres ou aux provinces qui dépendent des fonds de développement régional. On ne s'en prendra pas à ceux qui ont profité des taux d'intérêt élevés et se sont rempli les poches, car ce sont les riches qui ont bénéficié des taux d'intérêt élevés. Si les taux d'intérêt étaient abaissés d'un point, le déficit pourrait être comprimé d'environ 1,5 milliard de dollars, comme nous le savons tous.

Le gouvernement a complètement raté le coche. Nous allons être plongés dans une récession. Le chômage augmentera de 1 p. 100 et l'inflation continuera son